

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.



Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr.—Six mois, 12 fr.—Trois mois, 6 fr.—Un mois, 2 fr.—Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire.

Physiologies sociales. I. Les Égoïstes. — Organisation du travail. — Un mot sur les élections. — XII^e Arrondissement ; discours du curé de Saint-Médard. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Joseph Mazzini et Lamartine. — Révolution européenne. — Chanson nouvelle de Béranger. — Faits divers.

Paris, 28 mars.

Physiologies sociales

I.

LES ÉGOÏSTES.

C'est une race pernicieuse au jour où nous vivons que celle des égoïstes ; c'est une race méprisable, et cependant, par malheur, trop nombreuse.

Qu'est-ce que l'égoïsme ?

L'amour exclusif du moi.

C'est-à-dire que celui là qui est emporté par cette passion déviée, se chérit lui-même, et n'a d'affection pour personne.

La patrie à ses yeux n'est qu'un vain mot, dénué de sens, stérile bannière des enthousiastes. Que lui fait à lui que nous soyons Français, Moscovites ou Anglais, pourvu qu'il ne perde pas un atome de son bonheur privé. Résumez ses discours, ses sensations, ses actes... l'analyse les réduira invariablement à la même formule : *Moi, toujours moi, rien que moi...*

Ne lui parlez pas d'éclats généreux, de dévouements sublimes... il vous rira au nez... L'égoïste ne croit pas à ce qui est noble et vraiment beau... c'est le sceptique le plus désolant qu'on puisse rencontrer vis-à-vis de toutes les grandes questions desquelles dépend l'humanité.

L'humanité ! encore un mot vide pour lui... Que voulez-vous ? l'égoïste vit tout entier par l'absorption, il ne réfléchit rien de ce qui l'environne. On lui dit que des hommes, des frères souffrent, gémissent, meurent de faim à quelques pas de lui... On le convie à plaindre ces malheureux deshérités, à soulager leurs peines, à leur jeter par pitié un peu de ce superflu qu'il laisse inutilement se perdre... il semble ne pas comprendre. La misère en larmes dénuée à ses regards ses plaies vives et saignantes... Il passe froid et sans sourciller près d'elle. « J'ai faim, murmure d'une voix exténuée une « pauvre mère sans travail, écrasée sous le poids de ses petits « enfants privés de tout comme elle, donnez-moi les miettes « qui s'égrenent à vos repas, laissez-moi me courber à « terre pour les ramasser, et je bénirai Dieu, et je le prierai « pour vous, et je dirai partout que vous êtes bon et miséri- « cordieux, et je baiserais avec amour la trace de vos pas. »

Or, à de telles paroles, savez-vous ce que répond l'égoïste ? Si cette femme qui l'implore d'une voix vibrante est encore jeune et belle, s'il voit en elle une proie de plaisir, une victime de volupté, il marchande avec elle à un prix infâme le pain qu'elle sollicite pour empêcher ses pauvres petits de mourir. Il ne consent à venir en aide au malheur qu'en le forçant à ramper sous les fourches caudines du deshonneur.

Mais au contraire, que la mendiante soit, comme hélas beaucoup d'entre elles ont été faites par de longues et amères douleurs, une pauvre créature flétrie, au teint moribide, aux joues ravagées par des sillons de larmes, au corps affaissé, grêle et vieillissant avant l'âge, l'égoïste détourne les yeux avec dédain, il reste sourd aux cris de détresse qui l'implorent. Heureuse encore la pauvre suppliante, si l'homme au cœur desséché qui passe insensible près d'elle, ne se retourne pas pour lui jeter l'injure au lieu de compatir à sa peine !

Certes, nous ne prétendons pas ici vanter ou réhabiliter l'aumône... elle nous a toujours semblé la forme la plus injurieuse et la plus ineffaçable de subvenir aux besoins de l'indigence. L'aumône fait honte à celui qui la reçoit... elle habitude à la paresse... elle entretient ce grand mal moral qu'on nomme la misère ; et ne le guérit pas. Le soulagement qu'elle lui apporte n'est qu'éventuel et momentané.

Ce n'est pas avec des émollients et des températifs qu'on traite la gangrène, c'est par des moyens décisifs : on coupe dans le vif, on déracine hardiment la cause purulente de l'ulcère... les traitements palliatifs n'auraient d'autre effet que d'engourdir la sensation douloureuse, et cependant le principe rongeur continuerait lentement son œuvre de destruction en dévorant peu-à-peu les parties saines qui l'avoisinent.

Eh bien ! la MISÈRE est l'ulcère gangrené du corps social.

Pour la guérir, soyons prompts, énergiques.

Pas de demi-mesures, allons droit au but.

L'aumône n'est qu'un émollient... Pas d'aumône. Soyons comme l'habile médecin qui, lorsqu'il traite une maladie grave, remonte aux causes de cette maladie, et ne commence à mettre en jeu les ressorts de son art qu'au moment où la confession sincère de son client l'a mis à même d'apprécier la véritable nature des principes mauvais qu'il doit combattre.

Nous n'avons pas besoin, nous, de confesser la société actuelle ; l'histoire d'hier et d'aujourd'hui est un livre ouvert, facile à lire, où chacun, à son gré, peut connaître d'où vient cette inanité de forces qui la mine.

A moins d'être aveugle, on ne saurait s'y tromper.

Ce qui manque à l'ordre social, dans lequel se débat l'humanité, c'est le droit au travail pour tous, avec la participation légitime aux bénéfices qui découlent de ce travail comme d'une source vive.

Et que faut-il pour que ce droit soit également acquis à tous les hommes ?

Une règle certaine, basée sur des fondements inattaquables, une organisation juste et vraiment sociale du travail.

Tel est le problème du jour ; tel est le but que doivent chercher à atteindre tous les grands voyageurs du champ de la pensée ; tel est le mystère proposé à la sagacité des hautes intelligences ; mystère déjà éclairé du reste par les lueurs du génie et qu'il ne reste plus qu'à appliquer dans des conditions favorables pour tous.

Nous le répétons, voilà la grande question, la question pivotale posée par la Révolution de 1848. Cette Révolution a été faite par le peuple et pour le peuple ; il en attend impatiemment les fructueuses conséquences : il souffre depuis si longtemps que certes il a bien le droit de demander l'amélioration de son sort.

Eh bien ! l'égoïste n'en croit rien, il rit avec la suffisance de l'orgueil, ignorant lorsqu'on agit devant lui le flot de ses graves pensées... Il accuse de démesure ceux qui en entreprennent la publication. Surtout son hilarité redouble si on parle de les réaliser... Il traite dédaigneusement d'utopistes, de fous, ceux qui osent lui dire que l'organisation du travail humain est possible.

Ah ! qu'ils y prennent garde, ces juges armés par une injuste prévention contre la vérité, l'avenir donnera bientôt peut-être pleine raison à ceux qu'ils accusent de démesure. Le tribunal sacré de Rome traitait aussi de fou Galilée, quand il disait après avoir été condamné à la prison : « Et pourtant la terre tourne... *E pur muove.* » Qui donc était fou, cependant, de Galilée ou de ses juges ?

Le temps est venu où celui qui vivait seul dans sa tente doit en sortir pour participer à l'œuvre générale, et marcher avec ses frères sur le terrain des réformes sociales.

L'égoïsme n'est plus possible sous un gouvernement fraternel, démocratique, républicain... car il serait attentatoire au principe vital de l'ordre nouveau.

Ne cherchons donc plus maintenant à nous morceler çà et là en oubliant les intérêts qui nous touchent de plus près, ceux de la famille, de la patrie, de l'humanité tout entière.

Elargissons par un puissant effort le cercle parfois trop restreint de notre vie ; du bonheur général résultera notre bonheur individuel.

Tout au contraire, souvent, le plus souvent même, notre bien-être particulier, compris au point de vue de l'égoïsme ferait le plus grand tort aux améliorations générales.

Soyons donc solidaires les uns des autres ; c'est par cette ferme union que notre avenir sera grand... C'est dans cette communion d'efforts mutuels et sincères que nous trouverons la récompense effective de nos efforts.

On nous demandera sans doute après les lignes qu'on vient de lire comment nous comprenons l'organisation du travail.

Voici notre formule :

Nous voulons l'organisation du travail par l'association libre des intérêts, avec répartition proportionnelle des bénéfices au capital, au travail et au talent.

Nous repoussons toute doctrine qui tendrait à niveler les fortunes à un taux uniforme.

Nous sommes les ennemis de toute transformation sociale qui deviendrait sanglante.

Certaines ramifications du communisme voudraient arriver à l'envahissement des propriétés par la guillotine... nous les

repropons de toute notre énergie. Nous ne sommes aucunement communistes.

L'ère nouvelle qui s'ouvre doit être celle de la justice en même temps que celle de la concorde, de l'harmonie et de la paix.

Un mot sur les élections.

Le retard des élections générales est un fait accompli. Un décret du gouvernement provisoire, motivé sans doute par la nécessité, l'a consacré... Il n'y a plus à y revenir.

Nous avions prévu ce délai de la formation d'une Assemblée constituante, quand la date des élections de la garde nationale a été reculée du 23 mars au 5 avril. Le premier retard accordé à la suppression de certains clubs entraînait évidemment l'autre.

Toutefois nous regrettons cet obstacle posé au rétablissement de la confiance du pays. La République est un fait admirable, salué par l'immense majorité de la France et contre lequel ne peut prévaloir aucune faction. La République existe... elle est de droit en même temps qu'elle est de fait ; elle doit donc être désormais l'unique forme du gouvernement. Mais il lui faut la grande consécration d'une Assemblée nationale ; il faut que le *statu-quo*, la *quasi-dictature* du gouvernement provisoire fasse place à une constitution résultant du suffrage universel, pour que le commerce reprenne son activité un moment suspendue.

Nous espérons donc que maintenant l'époque des élections est irrévocablement fixée, et que nul motif ne viendra la différer plus longtemps.

C'est le plus sûr moyen de ramener la circulation du numéraire dans le pays en détruisant les préjugés de ceux qui ne veulent jamais voir un mouvement pacifique dans un mouvement républicain, qui incriminent de subversion tout ce qui est démocratique, et se défient, par une fausse terreur, du peuple, faute de le connaître.

XII^e Arrondissement.

XII^e LÉGION. — 1^{er} BATAILLON, 1^{re} COMPAGNIE.

Tous les citoyens résidant dans la circonscription des rues ci-après désignées sont appelés à faire partie de la 1^{re} compagnie :

Rue des Lavandières ; place Maubert, n^{os} pairs ; rue Galande, du n^o 2 à la rue de l'Hôtel-Colbert ; rue du Haut-Pavé, n^{os} impairs ; rue de la Bûcherie, depuis le commencement jusqu'à la rue de l'Hôtel-Colbert ; rue Jacinthe, rue des Trois-Portes.

En conséquence, tous les citoyens inscrits ou à inscrire sur les contrôles de cette compagnie sont invités à se présenter à l'assemblée préparatoire qui se tiendra le 29 mars 1848, à 7 heures du soir, chez le citoyen Bouniol, rue Galande, 4.

— On nous a communiqué ce soir copie de la lettre adressée par le citoyen Lebègue, imprimeur-typographe, au citoyen Gornet, maire. Cette démission s'explique suffisamment elle-même et n'a pas besoin de commentaires. Nous applaudissons au sentiment de loyale indépendance et de bonne confraternité qui a inspiré le citoyen Lebègue.

Monsieur le Maire du douzième Arrondissement,

Ne pouvant voir, sans le plus vif chagrin, la révocation subite de mes anciens et chers Camarades les employés de notre Mairie, je dois, *en République*, partager leur sort, en vous donnant ma démission d'imprimeur de la Mairie du 12^e arrondissement, après quarante-un ans de bons et loyaux services.

J'ai l'honneur de vous saluer,
LEBÈGUE.

Paris, 33 mars 1848.

— Voici le discours prononcé, aux acclamations unanimes du peuple, par M. le curé de Saint-Médard, à la plantation de l'arbre de la Liberté :

« Je vous rends grâce, mes chers concitoyens et amis, d'avoir compté sur moi pour la bénédiction des différents arbres de la liberté, plantés au milieu de nous, au milieu de nos populations réjouies de notre quartier Saint-Marcel. Je vous rends grâce, car cette cérémonie, tout à-la-fois civile et religieuse, me fournit l'occasion désirée de rendre au principe sacré dont ces arbres sont le symbole, l'hommage que nous lui devons tous, symbole, en effet, de Liberté, d'Égalité, de Fraternité ; qui d'entre nous, mes amis, en sa présence, ne sent pas battre son cœur plein d'espérance et d'amour ? Qui d'entre nous tous ici n'a pas pour lui et des vœux, et des sentiments, et des paroles de bénédiction ? C'est donc avec espérance et amour que je me plais aujourd'hui à bénir nos arbres de la liberté.

« Plantez, plantez, mes amis, ces arbres sacrés dans vos places publiques et vos carrefours. La Liberté, sœur de la religion, est fille du ciel ; l'une comme l'autre ne peut que nous plaire à tous. Avant que nous ne vinssions planter des arbres qui nous servissent de symbole, la Liberté avait été plantée dans le monde. Jésus-Christ

dans les cœurs et dans les âmes de ses apôtres et de ses disciples, et ses disciples et ses apôtres, inspirés par un souffle propagateur, l'ont porté et fait germer par toute la terre.

« Ainsi donc, en plantant partout aujourd'hui nos arbres de liberté, mes chers concitoyens, en les consacrant par les bénédictions de la religion, à la vénération et l'amour des peuples, nous continuons l'œuvre sainte de Dieu, l'œuvre de régénération opérée par Jésus-Christ, le rédempteur des hommes, qui a voulu que tous les hommes fussent libres, égaux et frères. Maintenant, que nous reste-t-il à dire au sujet de ces arbres vraiment sacrés, que nous plantons et bénissons, sinon que nous prions Dieu qu'il les fasse prospérer et grandir. Ah, que leurs racines, pénétrant au plus profond de notre sol français, et gagnant tous les jours jusqu'aux terres les plus lointaines, finissent par envahir le monde entier, afin qu'un jour donné dans ces destinées des peuples, la terre entière, couverte aujourd'hui d'obstacles, mais fécondée en dedans par toutes ses racines et tous ses germes de liberté, soit toute étonnée et radieuse de voir partout surgir des rejetons pleins de forme et de vigueur, que ces arbres plantés par nous auront fait pousser. Vivent donc et prospèrent à jamais nos arbres bénis, symbole de Liberté, Égalité, Fraternité! Vive la République nouvelle, qui veut et qui saura réaliser pour nous tout ce qu'un pareil symbole renferme de promesse et d'avenir heureux! »

Cette union fraternelle de la religion et de la Liberté montre puissamment le progrès accompli dans les idées depuis 92, et est un des plus surgarans de la gloire pacifique de notre France républicaine.

Actes officiels du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

CAISSE D'AMORTISSEMENT.

Le gouvernement provisoire,

Vu la loi du 28 avril 1816 portant création de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations;

Vu spécialement les art. 99 et 111 de ladite loi, aux termes desquels a été instituée la commission de surveillance de ces deux établissements;

Considérant qu'en l'état des choses ce n'est que par le ministre des finances et sous sa responsabilité que peut être régulièrement exercée la surveillance des opérations de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations,

Décète ce qui suit :

Art. 1^{er}. La commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations est supprimée.

Art. 2. Le ministre des finances aura dans ses attributions la surveillance précédemment exercée sur les deux établissements par la commission spéciale supprimée.

Art. 3. Les dispositions des lois et ordonnances antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire au présent décret.

Fait en conseil de gouvernement, le 25 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

BANQUE DE FRANCE.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 21 mars 1848, relatif aux récépissés de dépôts sur marchandises;

Vu la délibération du conseil général de la banque de France, en date du 26 mars courant;

Vu l'art. 12 du décret organique du 16 janvier 1808, contenant les statuts de la banque de France, et ainsi conçu :

« La banque pourra cependant admettre à l'escompte, tant à Paris que dans ses comptoirs, des effets garantis par deux signatures seulement, mais notoirement solvables, et après s'être assurée qu'ils sont créés pour fait de marchandises, si on ajoute à la garantie de deux signatures un transfert d'action de la banque ou de 5 p. 100 consolidé valeur nominale. »

Décète :

La banque de France et ses comptoirs pourront admettre à l'escompte, en remplacement de la troisième signature, les récépissés de dépôt sur marchandises mentionnés dans le décret du 21 mars précité.

Fait en conseil de Gouvernement, le 26 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

SERVICES DES PONTS-ET-CHAUSSEES ET DES MINES.

Le membre du Gouvernement provisoire ministre des travaux publics.

Considérant que la loi de toute administration est l'économie; Que, pour obéir à cette loi, il est avant tout nécessaire de proportionner le nombre des agents à la somme des travaux qui doivent leur être confiés, de manière à leur demander ainsi tout ce que peuvent donner leur capacité et leur dévouement;

Considérant que cette proportion n'a pas été jusqu'ici observée dans l'organisation du service des travaux publics;

Qu'en effet, des fonctions qui pouvaient aisément, et sans nuire aux intérêts de l'administration, être concentrées dans une seule main ont été réparties en plusieurs sans qu'aucun intérêt réel et sérieux ait motivé cette répartition;

Qu'il en résulte que, parmi les emplois ainsi divisés, il en est qui doivent être considérés comme de véritables sinécures grevant le trésor sans profit pour l'Etat;

Considérant qu'il importe de faire cesser ces abus à l'aide de réformes successives, mais dès à présent efficaces;

Qu'en les appliquant de préférence à ceux des fonctionnaires qui, par le temps de leurs services, ont acquis des droits à la retraite, on pourra concilier ainsi et les besoins du trésor et les droits nés des services rendus à la patrie;

Arrête :

§ 1^{er}. Service des Ponts-et-Chaussées.

Le nombre des inspecteurs généraux, fixé à huit par l'ordonnance du 5 février dernier, est réduit à six.

— Le nombre des inspecteurs divisionnaires est réduit de vingt-deux à dix-sept par la réunion des cinq inspections spéciales des chemins de fer aux inspections du service des routes et de la navigation.

— Le service spécial de la navigation de la Dordogne, de la Corrèze et de la Vézère est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef du département de la Dordogne.

— Le service de la navigation de la Garonne, depuis Toulouse

jusqu'au pont de Bordeaux, est réuni au service du canal latéral à la Garonne.

— Le service de la navigation de la Loire, depuis la limite supérieure du département de Saône-et-Loire, jusqu'à l'embouchure du canal de Briare, est réuni au service du canal latéral à la Loire.

— La partie du même service, comprise depuis l'embouchure du canal de la Briare jusqu'à la limite inférieure du département de Loir-et-Cher et la partie qui s'étend de cette limite jusqu'aux ponts de Nantes sont réunies en une seule section confiée à l'ingénieur en chef actuellement chargé de la première partie.

— Les deux sections du service de la navigation du Lot sont réunies en un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé de la première section.

— Le service spécial de la navigation de la Meuse depuis Verdun jusqu'à la frontière de Belgique formera, avec le service ordinaire du département des Ardennes, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service de la navigation.

— Le service spécial des rivières et canaux concédés, dans le département du Nord, formera, avec le service ordinaire du département, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service spécial.

— La troisième et la quatrième section du service spécial de la navigation du Rhône sont réunies à la deuxième section du même service.

— Le service spécial de la navigation de la Sèvre et de ses affluents dans les départements des Deux-Sèvres et de la Vendée est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef du département des Deux-Sèvres.

— Les deux sections du canal du Nivernais sont réunies en un seul service, qui comprendra en outre la partie supérieure de la rivière d'Yonne jusqu'à Auxerre.

— Les deux sections du canal de Bourgogne sont réunies en un seul service confié à l'ingénieur en chef de la première section.

— Le service du canal de Nantes à Brest dans la traversée du département de la Loire-Inférieure est réuni au service ordinaire du département.

— Le service de la division nord du canal du Rhône au Rhin est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef chargé des travaux du Rhin.

— Le service du port de Calais, le service du port de Boulogne et les travaux des phares de la Manche sont réunis en un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports et de la navigation dans le département de la Somme.

— Le service des ports et de la navigation dans le département de la Somme est réuni au service ordinaire du département.

— Le service des ports de commerce de la Charente-Inférieure formera avec le service ordinaire du département un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports.

— Le service des ports de commerce du département du Finistère formera avec le service ordinaire du département un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports.

— Le service des ponts à bascule et de la police du roulage, dans le département de la Seine, est réuni au service ordinaire du département.

— Le service de l'atelier central des ponts à bascule est également réuni au service ordinaire du département de la Seine.

— Le service spécial des dunes et dessèchements dans les départements de la Gironde et des Landes est réuni au service ordinaire de ces départements.

— La section du chemin de fer de Paris à Strasbourg, comprise entre Vitry et Saint-Dizier, et la section du même service, comprise entre Saint-Dizier et la limite des départements de la Meuse et de la Meurthe, sont réunies en une seule section, confiée à l'ingénieur en chef chargé du service du canal de la Marne au Rhin, dans la traversée des départements de la Marne et de la Meuse.

— Le service spécial des rivières de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir est supprimé. Les travaux d'entretien et d'amélioration de ces rivières seront exécutés par le service ordinaire des départements traversés.

— Le service de contrôle et de surveillance de l'exploitation des chemins de fer du Gard et de l'Hérault formera, avec le service ordinaire du département du Gard, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des chemins de fer.

§ 2. Service des mines.

Les quatre arrondissements minéralogiques composant la division du nord sont réduits à deux.

Les deux arrondissements minéralogiques de Versailles et d'Amiens, comprenant les départements de Seine-et-Oise et Aisne, sont supprimés, et réunis au service de l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique de Paris.

La division du nord-est, composée de trois arrondissements minéralogiques, n'en comprendra plus que deux. Le service d'ingénieur en chef de l'arrondissement de Nancy est réuni au service des deux ingénieurs en chef de Strasbourg et de Troyes.

Les fonctions d'ingénieur en chef, directeur pour les deux arrondissements minéralogiques de Grenoble et de Clermont-Ferrand sont supprimées, et chaque service est confié aux ingénieurs en chef précédemment placés sous les ordres du directeur.

N. B. En exécution de cet arrêté, ont été admis à la retraite et ne seront pas remplacés dans leurs fonctions, 1^o dans le service des ponts-et-chaussées, un inspecteur divisionnaire, trente-huit ingénieurs en chef, trois ingénieurs ordinaires; 2^o dans le service des mines, un ingénieur en chef de première classe, deux ingénieurs en chef directeurs.

MOBILISATION DE LA VALEUR DES MARCHANDISES.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances;

Vu le décret du Gouvernement provisoire en date du 21 mars, portant qu'il sera établi des magasins où les négociants et industriels pourront déposer leur matières premières, marchandises et objets fabriqués en échange de récépissés transmissibles par endossement;

Vu le décret de ce jour, autorisant la banque de France à accepter les récépissés des magasins publics comme troisième signature; Considérant que le but de cette mesure est de mobiliser la valeur des dites marchandises, de la convertir en titres négociables et

admissibles dans les établissements de crédit et de faciliter les prêts sur nantissements;

Voulant assurer l'exécution dudit décret,

Arrête :

Art. 1^{er}. Dans toutes les villes où, en exécution du décret du 21 mars, il aura été établi des magasins généraux agréés par l'Etat, les négociants, commerçants et industriels pourront y déposer les matières premières, marchandises et objets fabriqués dont ils seront propriétaires, en se conformant aux règlements de service intérieur desdits magasins.

Ces établissements seront placés sous la surveillance d'un délégué du ministre des finances.

Art. 2. Lesdites marchandises, spécifiées dans un bordereau de dépôt, devront être de qualité loyale et marchande.

Elles seront assurées contre l'incendie.

Art. 3. Les marchandises déposées seront inscrites sur un registre spécial indiquant la date du dépôt, le nom et le domicile du déposant, l'espèce et la quantité des marchandises.

Art. 4. Des experts choisis par la chambre de commerce, le conseil municipal ou la chambre consultative des arts et manufactures, parmi les négociants, et assistés d'un courtier de commerce ou d'un commissaire-priseur, détermineront, au cours du jour, la valeur vénale des marchandises déposées.

Le procès verbal d'estimation, signé par les experts et par l'officier public, restera annexé au bordereau de dépôt; et la valeur constatée sera inscrite au registre spécial mentionné dans l'article qui précède.

Il sera alloué à l'officier public qui interviendra une simple vacation de 3 fr.

Art. 5. Un récépissé des marchandises déposées sera remis au déposant.

Ce récépissé, passible d'un droit fixe de 1 fr. 10 cent., sera extrait d'un registre à souche; il exprimera :

La date du dépôt;

Le nom et le domicile du déposant;

L'espèce et la quantité, taxe déduite, de la marchandise;

La valeur mentionnée au procès-verbal d'estimation;

Et le montant des droits de douane, d'octroi ou autres dont elle peut être passible.

Les marchandises déposées pourront, à la demande du déposant, être divisées en plusieurs lots, pour chacun desquels il sera délivré un récépissé distinct.

Art. 6. Les récépissés des marchandises déposées seront transmissibles par voie d'endossement.

L'administration des magasins sera tenue de représenter les marchandises à toute réquisition du titulaire porteur du récépissé.

Art. 7. Toute personne qui voudra prêter sur des marchandises déposées sera valablement saisie du privilège de nantissement par le transfert du récépissé à son ordre et par la mention dudit transfert sur le registre du magasin avec indication de la somme prêtée.

Cette mention devra aussi être opérée dans le cas d'endossement pour transmission de la propriété des marchandises.

Art. 8. Les comptoirs nationaux d'escompte pourront admettre, comme seconde signature, le récépissé joint à un billet à ordre. Ce billet devra faire mention du récépissé.

L'appréciation de la somme à avancer sur le récépissé sera faite par le comptoir d'escompte; la durée du prêt ne pourra excéder quatre-vingt-dix jours.

Art. 9. La banque de France et ses comptoirs, ainsi que les banques départementales, pourront admettre les récépissés comme troisième signature.

Art. 10. L'emprunteur pourra toujours rentrer en possession du récépissé en remboursant le montant du prêt au concessionnaire porteur.

Dans ce cas, celui-ci tiendra compte à l'emprunteur des intérêts à courir depuis le jour du remboursement jusqu'à l'échéance du prêt, sous déduction de l'intérêt de dix jours.

Art. 11. A défaut de paiement à l'échéance, le cessionnaire porteur du récépissé pourra exercer son recours contre l'emprunteur et les endosseurs, ou sur la marchandise déposée. Dans ce dernier cas, le président du tribunal de commerce, sur la simple production de l'acte de prêt, ordonnera la vente de la marchandise aux enchères.

Paris, 26 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÈS.

Au nom du peuple français, le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui fixe au 23 avril les élections des représentants du peuple;

Arrête :

Une première publication des listes électorales aura lieu le 15 avril; les rectifications, additions, etc., etc., se feront dans les mairies du 15 au 20.

La clôture des listes aura lieu le 20 à midi.

Le ministre de l'intérieur et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement provisoire, le 27 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Au nom du peuple français, le Gouvernement provisoire :

Vu le rapport du général commandant la garde nationale mobile;

Attendu que le choix des citoyens enrôlés a porté, dans certains bataillons, sur des officiers de l'armée;

Qu'il importe de régulariser la situation de ceux-ci, et de ne pas compromettre les règles de la discipline militaire;

Arrête :

Les nominations faites par les volontaires de la garde nationale mobile, en faveur des militaires de l'armée en activité de service, pourront être maintenues.

Le ministre de la guerre placera ces militaires à la suite, dans leurs corps respectifs, toujours avec le simple grade dont ils étaient revêtus dans l'armée.

Le général commandant la garde nationale mobile notifiera ces promotions au ministre de la guerre avec son avis sur chaque militaire promu.

Le ministre de la guerre, d'après cet avis et d'après le dossier de ces militaires, pourra infirmer certaines de ces promotions, et, dans ce cas, prononcera le renvoi immédiat du militaire à son corps.

Fait en conseil de Gouvernement, le 27 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Rapport fait au gouvernement de la République par le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances.

Citoyens,

L'unité est à la fois le principe et le but du gouvernement de la République. Ce qui distingue heureusement la France des autres pays de l'Europe, c'est que déjà l'unité a prévalu dans tous les éléments de son organisation sociale, politique, administrative. Il faut conserver cette précieuse conquête; le soin de notre grandeur le commande impérieusement, le salut même de la République l'exige.

Quelques actes ont eu lieu cependant, qui tendraient à compromettre ce souverain principe. Environnés de difficultés considérables, quelques commissaires du gouvernement provisoire se sont vus dans la pénible nécessité de prendre des mesures qui sont en

contradiction formelle avec les décisions et les actes du gouvernement central. Ainsi, tandis que, avec une énergie douloureuse et salutaire vous refusiez au commerce de Paris les prorogations d'échéance qu'il sollicitait de vous, dans quelques départements vos commissaires accordaient des délais de quinze jours et même de trois mois. D'autres faits analogues se sont encore produits que vous connaissez, et dont il est, conséquemment, inutile de remettre le détail sous vos yeux.

Dans cette situation, il me semble indispensable de rectifier toutes les idées sur les vrais principes du gouvernement et d'y ramener toutes les conduites. Plus nous rendons hommage à l'ardeur, au zèle, au courage des hommes qui se dévouent, sur tous les points du territoire, au grand œuvre de l'établissement de la République, plus nous devons réprimer toutes les tendances fédéralistes et apporter de vigilance à la consécration des idées qui constituent le gouvernement républicain.

Je vous propose en conséquence, citoyen, de décider que toutes les mesures financières prises d'autorité par les commissaires du gouvernement provisoire, sont nulles et non avenues, jusqu'à ce qu'elles aient été ratifiées par le pouvoir central. Je vous soumetts en ce sens le projet de décret suivant.

Le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER PAGES.

DÉCRET.

Le gouvernement provisoire de la République, Considérant que la loi française est dans toute l'étendue du territoire de la République;

Considérant qu'il y aurait péril pour l'unité du gouvernement si les autorités locales pouvaient agir à contresens des directions du pouvoir central.

Décrète:

Art. 1^{er}. Toutes les mesures prises par les commissaires du gouvernement provisoire, en matière de législation commerciale ou de finances, sont provisoirement rapportées.

Art. 2. A l'avenir toutes les mesures financières ou commerciales des mêmes autorités sont soumises à l'assentiment préalable du pouvoir central.

Art. 3. Les ministres des finances, de l'intérieur et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur.

Citoyens,

Le chef d'un département ministériel ne peut déléguer que les pouvoirs dont il est lui-même investi.

Aux termes de nos décrets, les ministres ont le pouvoir de décider toutes les questions qui étaient autrefois réglées par des ordonnances royales. Mais le pouvoir législatif est resté tout entier entre vos mains. Il suit de là que toutes les mesures prises par le Gouvernement provisoire dans les départements ne peuvent avoir force de loi qu'après avoir reçu votre sanction.

Je soumetts, en conséquence, à votre examen un arrêté pris par le commissaire que vous avez envoyé dans le département du Rhône. Obligé de pourvoir à une situation extrêmement pressante, le citoyen Emmanuel Arago a déployé une très-grande énergie. Pour assurer le travail, l'existence d'une multitude de travailleurs, il a frappé la ville de Lyon et le département du Rhône d'une contribution de 1 fr. sur le montant total des quatre contributions directes. Cette contribution doit se confondre avec celle de 45 c. que vous avez décrétée le 16 mars.

Elle a donc un double caractère: d'une part, elle est générale; de l'autre, elle est municipale. Dans l'intérêt de l'ordre et de la comptabilité, je vous propose de distinguer ce qui a été confondu; de décider: 1^{er} que les 45 centimes sont perçus au profit du trésor national; 2^o que la ville de Lyon et le département du Rhône sont autorisés à s'imposer extraordinairement une contribution de 55 cent. sur le montant des quatre contributions directes.

La mesure décrétée par le commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Rhône se trouvera ainsi tout à la fois rectifiée et confirmée, si vous adoptez le projet de décret ci-joint.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, LEDRU-ROLLIN.

DÉCRET

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est indispensable de maintenir l'unité dans la comptabilité générale des finances de la République;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Décrète:

Art. 1^{er}. La ville de Lyon et le département du Rhône sont autorisés à s'imposer une contribution extraordinaire de 55 centimes sur le montant des quatre contributions directes.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de gouvernement, le 27 mars 1848

Les membres du Gouvernement provisoire.

AFFICHAGE.

Le préfet de police vient de rendre l'ordonnance suivante:

Art. 1^{er}. Il est interdit aux afficheurs et à toute personne, de déchirer, d'enlever ou de couvrir par des placards, les affiches apposées par ordre de l'administration publique, sous les peines portées par l'art. 479 n° 9 du code pénal.

II. Il est défendu pareillement de placarder les affiches des particuliers dans les lieux réservés à recevoir celles des décrets du Gouvernement et les actes de l'autorité publique, sous peine de 100 fr. d'amende (loi du 22 mai 1791).

III. Les afficheurs seront toujours tenus d'observer une distance de 20 mètres au moins entre l'affichage des placards des particuliers et les emplacements où se trouveront apposées les affiches émanées de l'autorité publique.

IV. Ils ne devront placarder aucune affiche qu'elle ne porte le nom de l'auteur ou de l'imprimeur, et qu'elle ne soit sur papier de couleur, autre que la couleur blanche réservée aux actes de l'autorité.

V. En cas de contravention aux dispositions ci-dessus, les afficheurs seront conduits à la préfecture de Police.

Il sera dressé procès-verbal des délits et contraventions qui seront déferés aux tribunaux compétents.

Paris, le 26 mars 1848.

AVIS CONCERNANT LES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES.

Le préfet de police,

Informé des menaces proférées par plusieurs personnes contre les propriétaires qui refuseraient de faire remise à leurs locataires dans le besoin, du montant des loyers devant échoir en avril prochain, croit devoir inviter ses concitoyens à respecter tous les droits.

Les propriétaires, comme tous les citoyens, ont à supporter les charges qui pèsent sur chacun. Comment pourraient-ils le faire, si

les loyers, sur lesquels ils ont dû compter, ne leur étaient point payés?

Le contrat qui lie actuellement les propriétaires et les locataires doit être respecté, et il faut que la population entière soit bien pénétrée que l'autorité veillera à la sécurité de tous, et réprimerait, au besoin, les désordres que quelques malintentionnés cherchent à susciter.

Sans aucun doute, le bon sens public rendra inutile le recours à cette extrémité.

Le préfet de police, CAUSSIDIÈRE.

Le préfet de police vient de rendre l'arrêté qui suit:

« Tout bureau de placement servant d'intermédiaire entre les garçons restaurateurs et limonadiers, patrons et aides, est interdit.

« Tout garçon restaurateur ou limonadier sans ouvrage devra s'adresser rue Montmartre, 32, à la Société Mutuelle, fondée dans l'intérêt de ces travailleurs. »

Une députation des lycées de Paris et de Versailles est venue apporter au gouvernement provisoire une somme de plus de 3,000 fr., produit d'une première souscription ouverte dans les collèges.

Un des lycéens a dit:

« Les ouvriers, dont le courage a fait la révolution, apportent tous les jours leurs épargnes au gouvernement de la Liberté. Les lycéens vous apportent aussi leur offrande. Nous jouirons de tous les bienfaits de la Révolution sans avoir pu rien faire pour les mériter. Grâce au peuple et grâce à vous, nous serons les citoyens d'un état libre et glorieux. L'égalité, qui n'existait plus que dans les lycées, nous la trouverons dans le monde.

« Grâce à vous, il n'est plus de carrière qui ne soit ouverte au travail, et nous travaillerons; car, si la République est notre plus bel espoir, nous voulons être aussi le plus ferme espoir de la République.

« Comptez sur la jeunesse des lycées pour donner en tout temps l'exemple de l'ordre, et au besoin l'exemple du courage.

« En attendant, nous avons ouvert une souscription patriotique; tous s'empressent de la signer. Voici la première somme recueillie parmi nous: ce ne sera pas la dernière. »

(Vive la République!)

Le citoyen Pagnier a répondu:

« Vous l'avez dit avec raison, jeunes citoyens, ce sont les travailleurs qui ont fondé la République; mais si vous n'avez pu vous associer à eux dans cette grande œuvre, vous contribuerez comme eux à sa force et à sa gloire.

« Vous entretenez bientôt dans la vie politique. Les sentiments que vous manifestez, la généreuse abnégation dont vous donnez l'exemple, nous sont un sûr garant que vous y apporterez, avec les connaissances que vous aurez acquises, avec l'intelligence que les études sérieuses développeront en vous, la fermeté et le dévouement que la République inspirera à tous ses enfants. Vous pratiquerez d'autant mieux les principes d'égalité et de fraternité, que déjà, dans vos lycées, vous en avez fait l'heureux apprentissage. »

La députation se retire aux cris de: Vive la République!

Joseph Mazzini et Lamartine.

Une députation très-nombreuse de l'association nationale italienne s'est présentée à l'Hôtel-de-Ville. Joseph Mazzini, président de l'association, a lu l'adresse suivante:

« Messieurs,

« L'association nationale italienne, constituée le 5 mars, et présidée par Joseph Mazzini, Pierre Etienne et Philippe Canuti, vient apporter son tribut de sympathie au Gouvernement provisoire de la République française, et remplit en même temps un devoir en lui faisant connaître sa formation définitive.

« Son but, messieurs, est le but qu'ont prêté ou prévu tous les grands Italiens, depuis Arnaud de Bresse jusqu'à Machiavel, depuis Dante jusqu'à Napoleon, qui est à nous comme à vous: l'unification politique de la Péninsule, l'émancipation complète, depuis la mer jusqu'aux Alpes, de ce sol d'où est sorti deux fois le mot d'ordre de l'unité européenne; la fondation d'une nationalité compacte et forte, qui puisse, pour le bien du monde, prendre rang dans la confédération des peuples et apporter au travail commun les inspirations et le dévouement, la pensée et l'action de vingt-quatre millions d'hommes libres, frères et associés en une seule croyance nationale: Dieu et le peuple; en une seule croyance internationale, Dieu et l'humanité.

« Cette croyance, messieurs, quoi qu'on ait fait pour l'obscurcir, est celle de nos pères. Depuis l'école pythagoricienne du midi de l'Italie jusqu'à nos penseurs philosophes du 17^e siècle; entre la torture qui cherchait en vain à anéantir la pensée sociale de notre Campanella et la fusillade qui brisait sur les lèvres des frères Baudiera leur dernier cri: Vive l'Italie! le génie italien a toujours déclaré, par une série ininterrompue de protestations individuelles, que sa tradition nationale était unité et liberté: unité comme garantie de mission, liberté comme garantie de progrès.

« Du milieu des fers, du sein de la corruption qu'engendre le despotisme, sous la baïonnette étrangère qui menaçait chaque battement de son noble cœur, il a toujours, du fond des prisons ou du haut de l'échafaud, crié aux nations attentives: l'Italie n'est pas morte; elle se transforme, et sa grande pensée sortira, pure comme l'or du creuset, de ses trois cents ans d'esclavage, lorsque l'œuvre de fusion sera accomplie, lorsque les peuples italiens seront enfin mûres, par la souffrance et l'amour, pour se confondre en un embrassement unanime autour de la sainte bannière de la patrie commune, et donner à l'Europe, après l'Italie des empereurs après celle des papes, l'immense spectacle de l'Italie du peuple!

« Ce moment, messieurs, nous le croyons, est bien près d'éclorre. L'heure de l'émancipation a déjà sonné en Lombardie. Degager de toutes les impulsions locales la pensée nationale; en diriger à travers les tâtonnements du présent le développement progressif, c'est là l'objet de l'association nationale italienne. Elle le poursuivra avec calme, fermement, de toutes ses forces, de toute son activité, telle que l'exigent les circonstances, telle que le lui impose l'exemple glorieux que la France vient pour la seconde fois de donner au monde.

« Travailler à la constitution d'une forte nationalité italienne, c'est travailler, — il n'y a pas un Français qui d'instinct ne comprenne cela, — non-seulement pour l'Italie, mais aussi pour la France: c'est vouloir donner à la France un eseur, une alliée puissante et fidèle, capable de voter avec elle, pour le progrès de tous, dans les conseils européens, et de combattre à ses côtés pour le triomphe du droit et de la vérité sur le champs de batailles. Entre nous, messieurs, vous savez cela depuis votre première République et depuis l'Empire, c'est à la vie et à la mort. Nous croyons donc avoir droit à vos sympathies, comme vous avez droit à notre admiration. Donnez-les nous, messieurs; elles ne seront pas perdues pour l'Italie aujourd'hui, elles ne le seront surtout pour l'Italie à venir.

« 22 mars 1848.

« JOSEPH MAZZINI, président. »

Le citoyen Lamartine, membre du Gouvernement provisoire, prend la parole en ces termes:

« Citoyens de l'association nationale pour la régénération de l'Italie, citoyens, je pense, de toutes les régions de l'Italie...

« TOUTE LA DÉPUTATION: Ouil ouil de toute l'Italie.

« LE CITOYEN LAMARTINE: C'est pour moi un des plus beaux jours de cette République naissante; c'est pour moi une des plus glorieuses

fonctions qu'ait pu me conférer le Gouvernement provisoire de la République, que celle de recevoir l'adhésion que vous voulez bien apporter en ce moment à ses principes et à ses actes.

« Et moi aussi, j'ose le dire, et moi aussi, je suis un enfant, un enfant d'adoption de votre chère Italie... (Vives acclamations.—Ouil ouil —Vive Lamartine! Vive la République!)

« J'ose le dire, et je le répète avec gloire comme avec amour, je suis un enfant adoptif de ce grand pays... (Nouvelles acclamations.)

« Votre soleil a échauffé ma jeunesse et presque mon enfance. Votre génie a coloré ma pâle imagination; votre liberté, votre indépendance ce jour que je vois enfin surgir aujourd'hui, a été, pour moi, votre ami, comme pour vous, le plus beau rêve de mon âge mur. (Bravo! Vive Lamartine! vive la France et l'Italie régénérées!)

« Vous devez sentir par ces paroles combien je sens d'émotion l'honneur d'être appelé par la Providence à voir réaliser ici par le contact de ces deux grandes nationalités qui n'ont plus à se combattre, qui n'ont plus qu'à s'aimer, à se fortifier, à se défendre l'une l'autre, à voir se réaliser ce rêve des âmes patriotiques, qui va devenir avant peu de mois, je n'en doute pas, la plus inattendue de toutes les réalités... (Bravo! bravo!)

— Vive la République! vive Lamartine!)

« La République, comme vous le pensez bien, n'a pas déplacé mon cœur pour l'Italie; je l'appellais, il y a peu de temps à la tribune, non pas la reine des nations, mais la reine des races humaines.

« Elle n'a qu'à reprendre sa place, et l'univers reconnaîtra cette royauté intellectuelle du génie italien sur ce coin de terre qu'elle a consacré dans d'autres siècles.

« Le Gouvernement provisoire ne s'étonnera pas de la démarche que les Italiens réunis en si grand nombre autour de ce palais du peuple font aujourd'hui. Votre cause est la nôtre, et vos titres à cette cause, vous les avez admirablement énumérés tout-à-l'heure; vos titres, ils n'ont pas besoin d'être rappelés au genre humain; ils sont écrits en caractères ineffaçables par vos magnifiques débris, par vos impérissables monuments sur votre sol; ils sont restés écrits aussi éternellement dans vos âmes; et c'est pourquoi il n'a été permis à aucune tyrannie de les effacer s'ils viennent à revivre d'eux-mêmes si légitimement dans l'avenir! (Bravo! bravo!)

« Parmi ces titres, vous avez cité tout à l'heure le plus glorieux peut-être, le plus impérissable de tous, ce sont les noms de ces grands génies qui ont illustré dans tous les temps la terre d'Italie; tant que ces titres des nations n'ont pas été contre-signés, pour ainsi dire, par des noms immortels, ils n'ont pas le sceau du temps, ils ne sont pas gravés assez profonds, assez éclatants dans l'histoire! C'est la gloire des grands hommes qui constitue la nationalité des peuples.

« Parmi ces noms glorieux que vous venez de citer, il y en a un seul que je vous reproche d'avoir rappelé, à cause de la signification qui s'attache communément à ce nom de Machiavel. (Ouil ouil! ce n'est pas sa place!) Effacez désormais ce nom de vos titres de gloire, substituez-lui le nom plus pur de Washington; voilà le nom qu'il faut aujourd'hui proclamer! c'est le nom de la liberté moderne. Ce n'est plus le nom d'un conquérant qu'il faut au monde, c'est le nom de l'homme le plus désintéressé, le plus dévoué au peuple. Voilà l'homme qu'il faut à la liberté. (Ouil ouil! — Bravo! bravo!) Un Washington européen, voilà le besoin du siècle; le peuple, la paix, la liberté! (Nouveaux bravos.)

« Je n'entrerais, vous le sentez bien, avec vous, dans aucun détail sur diverses questions politiques que votre réunion nationale doit débattre dans la plénitude de son libre arbitre, et à l'abri de toute influence internationale. Nous avons proclamé le dogme du respect des nationalités, des gouvernements et des peuples; nous ne démentirons jamais ce dogme aussi respectueux pour les peuples et pour les gouvernants que pour nous-mêmes.

« L'indépendance des nations dans le choix du régime intérieur qui leur convient, c'est le drapeau de la République française. Nous voulons qu'il flotte des deux côtés des Alpes, des deux côtés des Pyrénées, des deux côtés du Rhin! Ni crainte, ni complaisance, ni sentiment de prédilection ne nous fera démentir ce principe. Il est celui de la dignité des peuples et de la sécurité des gouvernants dans leurs rapports avec nous!

« Mais je me reproche de vous entretenir si longtemps. (Non! non!) Il faut me le pardonner, car je me sens un frère dans tous les fils de la famille italienne. (Applaudissements.) Ce sont des adieux, sans doute, que je vous fais au nom de la France! Vous entendez d'ici vos frères de Naples, de Turin, de Rome, de Florence, de Gènes, qui vous appellent! Vous allez sans doute les rejoindre et les fortifier bientôt de votre concours dans cette œuvre pacifique et déjà accomplie, je l'espère, des constitutions nouvelles de toute nature que la diversité des États de l'Italie fait surgir des besoins, des intérêts, des formes de ses différents gouvernements! (Ouil ouil! nous y allons tous!)

« Eh bien! puisque la France et l'Italie ne font qu'un seul nom dans nos sentiments communs pour sa régénération libérale, allez dire à l'Italie qu'elle a des enfants aussi de ce côté des Alpes! (Bravo!) Allez lui dire que si elle était attaquée dans son sol ou dans son âme, dans ses limites ou dans ses libertés; que si vos bras ne suffisaient pas à la défendre, ce ne sont plus des vœux seulement, c'est l'épée de la France que nous lui offririons pour la préserver de tout envahissement. (Bravos unanimes.)

« Et ne vous inquiétez pas, ne vous humiliez pas de ce mot, citoyens de l'Italie libre! Le temps a éclairé la France et lui a donné en raison, en sagesse, en modération, ce qu'elle eut autrefois en impatience de gloire et en soif de conquête. Nous ne voulons plus de conquêtes qu'avec vous et pour vous! les conquêtes pacifiques de l'esprit humain. Nous n'avons plus d'ambition que pour les idées. Nous sommes assez raisonnables et assez généreux sous la République d'aujourd'hui, pour nous corriger même d'un vain amour de gloire! Notre amour pour l'Italie est désintéressé, et nous n'avons que l'ambition de la voir aussi impérissable et aussi grande que le sol qu'elle a éternisé de son nom.

Les cris de Vive Lamartine! Vive le Gouvernement provisoire! Vive la République! accueillent cette allocution,

ANDRÉ MAZZINI, l'un des membres de la députation, prend ensuite la parole en ces termes:

« En ce moment, messieurs, par une lutte héroïque, désespérée, sans exemple dans notre glorieuse histoire, l'Italie brise ses chaînes séculaires.

« Nos vœux et nos espérances seront enfin accomplis.

« A la veille de rentrer dans notre patrie, prêts à travailler et à combattre avec nos frères pour le triomphe définitif de notre sainte cause, il est de notre devoir de remercier la grande et magna îme nation française de l'hospitalité fraternelle qu'elle nous a de tout temps si généreusement accordée.

« L'Italie, nous l'espérons, saura se suffire à elle-même.

« Au milieu des difficultés du présent, en face des dangers que l'avenir nous réserve, nous saurons nous maintenir fermes, inébranlables sur le terrain de la lutte; nous saurons, avec la conviction de notre force, défendre avec modération nos droits et faire triompher nos principes.

« Or, messieurs, nous comptons sur vous.

« Au nom des intérêts généraux de la démocratie européenne, au nom de cette politique de liberté, d'égalité, de progrès, que vous avez proclamée pour le monde, nous comptons sur votre appui moral, qui est et doit être désormais beaucoup plus puissant que l'appui de la force et que l'autorité des armées.

« Forts de cette conviction, nous faisons des vœux devant vous, citoyens éminents, dignes représentants de la République française, pour l'indépendance et la liberté de l'Italie, pour le salut et le bonheur de l'Europe.

« Vive la République française!

« Vive l'Italie! »

Après quelques mots de réponse de M. de Lamartine, la députation se retire aux cris de: Vive la République! Vive le Gouvernement provisoire! Vive Lamartine!

Révolution Européenne.

ITALIE. — Le sang a coulé à Venise le 17 et le 18. Cette merveilleuse cité est peut-être en ce moment un champ de carnage comme Milan et la Lombardie. Et pourtant, au reçu des nouvelles de Vienne, la joie de la population s'était traduite en démonstration de fraternité, même envers les officiers autrichiens; mais il est dit que quand une puissance est destinée à périr, elle se suicide elle-même par une inconcevable stupidité. C'est ainsi que le gouverneur de Venise refusa l'élargissement des détenus politiques demandé le 17 par les citoyens; ceux-ci alors se portèrent sur la préfecture de police, place Saint-Sever, et après un court combat, dans lequel il y eut quelques morts de part et d'autre, s'en rendirent maîtres et délivrèrent les prisonniers; aussitôt des drapeaux tricolores furent hissés sur les trois mâts au piedestal de bronze qui s'élevait devant l'église de Saint-Marc. Un régiment tudesque survint, qui chargea la foule sur la grande place, et parvint à la refouler après une opiniâtre résistance; une vingtaine de morts restèrent sur le terrain. Mais l'insurrection menaçante fait trembler les autorités autrichiennes on crie partout: Vive l'Italie, vive la République! Le gouverneur fait afficher une proclamation, dans laquelle il donne sa parole d'honneur que les troupes vont sortir de Venise, et que la garde nationale est convoquée pour le maintien de l'ordre. Ceci se passait le 19 au soir. Les Vénitiens portaient les trois couleurs sur la poitrine et demandaient des armes à la municipalité; et comme il est peu probable que les Autrichiens aient tenu leur parole d'évacuer la ville, il faut s'attendre à des nouvelles sanglantes.

Le 19, une estafette est arrivée à Ferrare au commandant autrichien. Aussitôt toute la garnison s'est enfermée dans la citadelle et faisait des préparatifs de défense.

— **PROCLAMATION DU ROI DE SARDAIGNE. GUERRE CONTRE L'AUTRICHE.** — « Charles-Albert, par la grâce de Dieu, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc. »

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, « Les destinées de l'Italie mûrissent; un avenir plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds, « Nous, vos amis d'origine, qui comprenons le temps présent et qui faisons les mêmes vœux que vous, nous proclamons les premiers l'unanime admiration que vous porte l'Italie.

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, déjà nos armes se concentraient sur votre frontière, quand vous avez devancé nos vœux par la délivrance du glorieux Milan; nous venons maintenant vous offrir, dans vos épreuves ultérieures, l'assistance que le frère attend du frère, et l'ami de l'ami.

« Nous secondons l'accomplissement de vos justes desirs, en nous liant à l'aide de ce Dieu, qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par sa merveilleuse impulsion, met l'Italie en état de se suffire à elle-même.

« Et, pour exprimer en signes éclatants et visibles le sentiment de l'union italienne, nous voulons que nos troupes, en entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie, portent l'écu de Savoie sur la bannière tricolore italienne.

« Turin, 25 mars.

« CHARLES-ALBERT. »

— On lit dans la *Gazette piémontaise* :

« S. M. a décidé en conseil des ministres :

« 1° L'appel immédiat des deux classes nécessaires pour compléter les cadres de l'armée active;

« 2° Le départ sur la frontière de tous les régiments d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie;

« 3° L'acceptation des offres généreuses des particuliers pour chevaux, moyen de transport et contributions volontaires affectées à l'entretien de l'armée;

« 4° L'ordre à l'armée de réserve de se tenir prête à marcher au premier signal;

« 5° L'ouverture d'un emprunt volontaire et temporaire à 5 0/0;

« 6° Le nom des prêteurs seront insérés dans les journaux. »

— L'héroïque population de Milan a triomphé.

Les Autrichiens ont évacué la citadelle dans la nuit du 22 au 23. Ils sont partis en trois colonnes, dans la direction de Mantoue, Vérone et Plaisance.

Le jour précédent, un armistice de trois jours avait été conclu, pendant lequel les partis devaient conserver leurs positions respectives. Mais les Autrichiens ne se sont pas senti le courage de recommencer la lutte.

— La révolution de Parme n'a pas été longue. A la première nouvelle du soulèvement de Milan, tout le peuple est descendu dans la rue et est tombé sur les Autrichiens. Ceux-ci commençaient à tirer le canon, quand le grand-duc, épouvanté, fit publier la proclamation suivante :

« Désirant nous éloigner de ces Etats avec notre royale famille, nous nommons le comte Luigi San Vitale, le comte Girolamo Cantelli, l'avocat Ferdinand Maestri, l'avocat Pietro Gisi, et le professeur Pietro Pellegrini, membres d'une régence à laquelle nous transférons le suprême pouvoir, avec pleine liberté de prendre telles mesures et d'instituer telles lois qu'ils le jugeront convenable dans les circonstances actuelles. »

— Le duc de Modène est en fuite.

POLOGNE. — Le prince Adam Czartoriski, accompagné des principaux chefs de la dernière révolution polonaise, a traversé Cologne le 26 mars, se dirigeant sur Varsovie.

Il a publié une proclamation dans laquelle il a annoncé qu'il se dévoue à la reconstitution d'une Pologne démocratique.

La députation polonaise du grand-duché de Posen a été reçue par le roi de Prusse, qui a répondu en ces termes :

« Conformément à vos desirs, je prêterai volontiers la main à une réorganisation du Grand-Duché de Posen. Je donne mon assentiment à la formation d'une commission prise dans les deux nationalités, qui me fera un rapport sur les mesures à prendre. Mais cette commission ne pourra fonctionner utilement que si l'ordre légal et les autorités existantes sont maintenues provisoirement.

« Berlin, 24 mars. »

BELGIQUE. — Voici comment le *Moniteur belge* rend compte de l'expédition avortée contre la Belgique :

« Hier matin, à 6 heures, un convoi spécial portant environ 900 individus, venant de Paris, est arrivé à Quiévrain. L'autorité belge avait été avertie. Une colonne mobile de troupe de ligne occupait la station: beaucoup d'habitants armés de fusils de chasse s'étaient spontanément joints à la troupe. Lorsque le convoi est arrivé en vue des soldats, une centaine d'individus, parmi lesquels on suppose que se trouvaient les principaux chefs, se sont précipités hors des voitures en marche et se sont dispersés.

« Le convoi a été entouré par les troupes. Les individus qui

n'avaient pas de papiers ont été conduits, sous escorte, à Mons et remis à la disposition du parquet. Quatre-vingt-dix Français environ ont été renvoyés en France par les voitures qui les avaient amenés.

« On a trouvé dans les wagons des cartouches, des pistolets, des proclamations et un drapeau sur lequel était écrit: *Appel aux Belges*.

« Quatre individus, porteurs d'armes, ont été arrêtés et mis à la disposition du procureur du roi.

« Les autres ont été dirigés, sous escorte, dans leurs communes respectives.

« D'après les nouvelles d'hier soir, un second convoi de 800 individus, commandé par le sieur Fosses, était arrivé à Valenciennes.

« Ces hommes, apprenant que la station de Quiévrain était gardée par les troupes, ce sont arrêtés. Ils disaient qu'ils attendraient un nouveau convoi pour entrer en Belgique.

« Des rapports parvenus à la station de Quiévrain assurent qu'une grande démoralisation règne parmi eux, et qu'ils se plaignent d'être trompés par ceux qui les ont conduits. »

— On lit, d'un autre côté, dans l'*Indépendance belge* :

« Nous apprenons que l'avant-dernière nuit, avant que la légion belge venant de Paris, n'arrivât à la frontière, M. Delescluze, commissaire-général du gouvernement provisoire dans le département du Nord, a pris, vis-à-vis des autorités belges, l'initiative d'une démarche propre à consolider encore, si c'était nécessaire, nos bons rapports avec la France. Il s'est transporté à Quiévrain, accompagné de plusieurs autres fonctionnaires français, afin de donner lui-même avis de la prochaine arrivée des convois amenant les émigrés, et pour s'entendre à ce sujet avec les agents de notre gouvernement.

« Dans cette entrevue, il a protesté du désir du Gouvernement provisoire de ne prêter les mains à rien qui ne pût être de nature à altérer en quoi que ce soit les relations de la Belgique avec la France. Il a proposé lui-même des mesures à prendre pour dissiper les inquiétudes que l'on aurait pu concevoir. En un mot, il a fait preuve d'autant de courtoisie, de bon vouloir et d'intentions amicales qu'il était permis aux agents belges de le désirer.

« Cette démarche de M. Delescluze, à laquelle on ne s'attendait pas et que rien ne l'obligeait de faire, si ce n'est le désir de donner au gouvernement belge une preuve des loyales intentions du Gouvernement provisoire de France, ne peut manquer de produire un excellent effet sur les populations de nos frontières, en même temps qu'elles prouvent en faveur du tact et de la loyauté des sentiments qui animent M. le commissaire général du département du Nord. »

Chanson nouvelle de Béranger.

Béranger, le premier des candidats à la députation pour le département de la Seine, vient de publier une nouvelle ode à l'occasion de la Révolution de février. Ce chant, où se trouve toute la verve généreuse de la jeunesse du poète, est adressée à Manuel.

BÉRANGER A MANUEL.

O Manuel, la France s'est levée!
Sa liberté n'a plus un ennemi.
C'est bien ainsi que nous l'avions rêvée!
Peuple géant qui n'est rien à demi!
Puisqu'il nous mène à la terre promise,
Dieu parmi nous aurait dû le laisser.
Qu'avais-tu fait pour mourir en Moïse?
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Sortant vainqueur de ces luttes sublimes,
Tu penses à mon tout petit coin.
C'est dans ces jours de fièvres magnanimes,
Que l'un de l'autre on a souvent besoin.
Longtemps muets, dans une étroite antique,
Puis, refoulant nos pleurs dans un baiser,
Nous nous disions: Vive la République!
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Le sait-on bien? Depuis qu'au Jeu-de-Paume
S'ouvrit l'époque où le peuple vainqueur
Fit affluer en notre beau royaume
Le monde entier, comme le sang au cœur,
Du livre d'or sanglant, sublime ou sage,
Où chaque lustre eut sa gloire à tracer,
Quarante-huit est la plus belle page!
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

La royauté stérilisait l'empire,
Et jetait l'ancre en ce sable mouvant;
Le foudre passe, et le trône chavire,
Et j'ai cherché sa trace vainement.
Mais je retrouve une France féconde,
Qu'un noble sang vient de fertiliser;
Sol généreux, qui nourrira le monde
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

La République est grande et sera viable:
Elle remplit nos vœux, mais je l'aimais;
Je me souviens de ce cri lamentable:
Plaignons les morts, ils dorment à jamais!
Dormir, hélas! quand la France se lève,
Lorsque pour vaincre et pour se surpasser,
Elle a besoin de l'esprit et du glaive!
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Gloire à toi, peuple, à tes succès rapides!
Je t'aime mieux lorsque je pense à toi:
Mes bras ouverts ne resteront pas vides;
Tous les Français sont frères aujourd'hui.
Vieillard courbé, quand tu courais aux armes,
Comme les morts, j'ai dû me reposer;
Mon sang est froid, mais j'ai de chaudes larmes,
Peuple français, je voudrais t'embrasser.

Paris, le 1^{er} mars 1848.

Faits Divers.

— Les travaux du chemin de fer de Paris sont commencés à Lyon. Des ateliers sont en activité depuis deux jours, dans le valon de George-de-Loup.

— Don Carlos, qui habitait depuis quelques années la ville de Gènes, vient de la quitter pour se retirer à Modène.

— On lit dans l'*Indépendance belge*, journal de Bruxelles, du 25 courant :

« Cinq cents individus sont arrivés ce matin à Quiévrain par un convoi de Paris. Ce sont, pour la plupart, des ouvriers belges sans ouvrage et envoyés dans leur patrie. Parmi eux se trouvaient des étrangers armés.

« Un bureau est établi pour vérifier leurs papiers. Les Belges

sont dirigés sur leurs localités respectives. Parmi les étrangers, ceux qui n'ont pas de papiers en règle sont arrêtés ou renvoyés.

« Ces mesures de précaution sont parfaitement organisées. Les habitants des communes des environs de Quiévrain sont armés et animés du meilleur esprit contre les étrangers qui voudraient occasionner des troubles et envahir le territoire.

« Cinq cents hommes du 4^e de ligne, arrivés d'Anvers hier soir, sont allés à Mons remplacer une partie du 8^e, qui est parti pour la frontière, ainsi qu'un escadron du 2^e chasseurs en garnison à Mons, des gendarmes et des pièces d'artillerie. »

— Joseph Henry, condamné aux travaux forcés à perpétuité par commutation de peine; il y a deux ans, pour avoir tiré un coup de pistolet microscopique sur Louis-Philippe, d'une distance de 3 à 400 pas, dans le jardin des Tuileries, vient, dit-on, d'être mis en liberté.

— On écrit de Digne, 25 mars : « Le citoyen Châteauneuf, commissaire du Gouvernement provisoire, est entré à Digne dimanche soir.

« Il vient de visiter les arrondissements de Sisteron et de Forcalquier. Partout les populations ont accueilli avec enthousiasme le patriote courageux et infatigable que le Gouvernement provisoire a jugé digne d'être son représentant dans les Basses-Alpes. Toutes les communes de ces deux arrondissements, Laroche-Arnoux, Volonne, Sisteron, Les Mées, Oraison, Manosque, ont témoigné, par leurs acclamations unanimes, de l'ardeur patriotique qui anime leurs habitants, et de la confiance que leur inspire le gouvernement provisoire, dans la personne de son commissaire, autour duquel tous les bons citoyens doivent se ranger.

« Un grand banquet a été donné, à Forcalquier, au citoyen Châteauneuf, et tout ce que cet arrondissement compte d'hommes dévoués à la révolution s'y trouvaient réunis autour de lui. »

— Les accusés qui comparaitront mardi 28 et jours suivants devant la cour d'assises, pour crimes d'incendie et de dévastation commis sur divers chemins de fer, sont au nombre de vingt-quatre.

— On a encore planté hier plusieurs arbres de la liberté: un à l'angle de la rue Duphot et de la rue Richepanse; un autre sur la place de Notre-Dame-de-Lorette; un troisième à l'angle de la rue Château-Landon.

Un de ces arbres, planté au marché des Innocents, a été porté à l'église Saint-Eustache pour être béni. Des coups de fusil à poudre ont été tirés après la cérémonie. Ces détonations avaient jeté quelque effroi dans le quartier.

La veille, on avait planté un arbre de la liberté au rond-point de la barrière du Trône.

— Aujourd'hui, vers quatre heures, un arbre de la liberté a été planté sur la place Louvois. Le clergé de Saint-Roch est venu en grande pompe, au milieu d'une compagnie de gardes nationaux, bénir le nouvel arbre, et appeler sur le symbole de la délivrance conquise les vœux et les prières de la religion. La cérémonie a eu lieu au milieu d'un immense concours de spectateurs et aux cris mille fois répétés de Vive la République!

— Dimanche a eu lieu au cirque des Champs-Élysées une réunion générale de l'Orphéon sous la direction de M. Hubert, élève de Wilhem, délégué général pour l'inspection de l'enseignement du chant dans les écoles primaires communales de la ville de Paris.

La recette était destinée aux blessés de février, aux ouvriers sans travail, aux jeunes garçons, apprentis et jeunes filles abandonnées.

Dès une heure toutes les places de la vaste salle du cirque étaient garnies d'un public nombreux. Les dames, en toilette de printemps, y figuraient en grand nombre. Les gracieuses colonnes qui soutiennent la salle étaient ornées de drapeaux aux couleurs nationales.

A deux heures sont arrivés MM. Dupont (de l'Eure), Garnier-Pagès, Flocon, Marie, Crémieux, Armand Marrast, Ledru-Rollin, membres du gouvernement provisoire; MM. Carnot, ministre de l'instruction publique; Bethmont, ministre de l'agriculture et du commerce; Buchez, Recurt, Adam, adjoints au maire de Paris; Flottard, secrétaire-général de la mairie; Courtais, commandant supérieur; Guinard, chef de l'état-major général de la garde nationale, accompagnés d'un nombreux état-major, et Etienne Arago, directeur-général des postes. A leur entrée dans la salle, ils ont été salués par de vifs applaudissements. Dès qu'ils ont eu pris place dans la tribune ordinairement occupée par l'orchestre, la séance a commencé.

Le programme des chants se composait de deux parties. La première s'est ouverte par le chant de la *Marseillaise*, qui a été exécutée avec un ensemble et un entrain admirables. Le chœur des jeunes filles chantait les couplets, et les élèves des deux sexes répétaient en chœur le refrain. De nombreux applaudissements ont témoigné de la satisfaction de l'auditoire.

Le *Republicain de 1848*, de M. E. Lacan, musique de L. C. Lysberg, et surtout le *Vengeur*, paroles de Lebrun, musique de M. Ch. Dancie, ont été très-favorablement accueillis.

Au moment où les orphéonistes allaient commencer les *Trois gloires*, paroles de M. Antier, musique de B. Wilhem, un des élèves, déposant une couronne d'immortelles sur le buste de B. Wilhem, placé au milieu d'eux, s'est écrié : « A la mémoire de Wilhem, ses élèves reconnaissants! » De nombreux applaudissements ont retenti dans toute la salle, et ont salué également l'exécution de l'œuvre de Wilhem.

La deuxième partie de la séance s'est ouverte par le *Chant du départ*, parfaitement exécuté. L'*Appel au combat*, de M. A. Lefèvre, musique de M. Lefebvre-Wély, a été redemandé et vigoureusement applaudi. A la suite de l'exécution du *Vieux drapeau*, paroles de Béranger, musique de M. Chelard, des cris de *Vive Béranger!* ont retenti dans toute la salle.

Les *Enfants de Paris*, paroles de M. Clémenceau-Saint-Julien, musique de M. Adolphe Adam, ont obtenu le plus vif succès et mérité également d'être redemandés.

Au moment où les orphéonistes allaient commencer la *Symphonie vocale* de M. Chelard, qui devait terminer la séance, M. Hubert a annoncé que ses élèves exécuteraient le *Chœur des Soldats*. Ce morceau a produit, comme toujours, un effet prodigieux, et d'unanimes applaudissements ont manifesté toute la satisfaction de l'assemblée pour cet agréable adieu des orphéonistes.

L'auditoire s'est ensuite écrié aux cris de: Vive la République! vive le Gouvernement provisoire! et la foule nombreuse qui stationnait au dehors a accompagné de ses vœux les membres du Gouvernement provisoire.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.